

Un leadership plus fort est nécessaire pour éviter un échec coûteux du programme de rachat

« La mise en œuvre inefficace de ce programme gouvernemental de 742 millions de dollars va à l'encontre de la promesse électorale du Premier ministre Mark Carney de 'relancer rapidement' et 'compléter' le rachat des armes de type militaire et expose les communautés à un risque accru de fusillades de masse. »

MONTREAL, le 26 mars 2026 - À l'approche de la fin de la période d'enregistrement du programme de rachat, PolySeSouvient émet la déclaration suivante :

« La faible participation au programme de rachat destiné à retirer de la circulation les armes d'assaut prohibées détenues par des particuliers, tel qu'[a signalé](#) lundi dernier le ministre fédéral de la Sécurité publique, Gary Anandasangaree, témoigne d'un manque de leadership politique et d'une réaction timide face à la [désinformation](#) généralisée diffusée par le lobby des armes ainsi qu'aux manigances juridiques et politiques de certaines provinces.

Le gouvernement fédéral a estimé qu'[environ 150 000 armes à feu existantes](#) sont concernées par l'interdiction et a alloué près de 250 millions de dollars pour indemniser leurs propriétaires. Cependant, moins d'une semaine avant la date limite (le 31 mars), seules [51 000 armes à feu](#) ont été enregistrées en lien avec une demande d'indemnisation.

Communication inefficace pour contrer la désinformation et les manœuvres provinciales

Si le lobby des armes à feu se félicite du nombre important de propriétaires d'armes qui, jusqu'à présent, se sont abstenus d'enregistrer leurs armes prohibées, y voyant une sorte de victoire, il n'en reste pas moins que le refus de participer au programme de rachat n'exempte personne de la loi. Cela signifie simplement que les propriétaires qui ne participent pas ne recevront aucune compensation financière pour les armes dont la détention sera illégale après le 30 octobre 2026 – quel que soit le taux de participation au programme de rachat.

L'[Alberta](#), le [Manitoba](#) et la [Saskatchewan](#) ont fait part de leur « refus » de contribuer à la mise en œuvre du programme de rachat, la Saskatchewan allant jusqu'à proposer de délivrer des 'certificats d'exemption' aux propriétaires d'armes interdites afin qu'ils puissent les conserver et entreposer 'au nom de la province'. De telles manœuvres ont sans doute induit en erreur de nombreux propriétaires d'armes, notamment en leur faisant croire qu'ils seront exemptés de la loi – ce qui contribue à une faible participation.

En effet, le ministre Anandasangaree n'a pas fourni aux propriétaires d'armes une perspective réaliste de la faisabilité ou de la constitutionnalité de telles manœuvres politiques et juridiques. Il devrait, à tout le moins et sans délai, s'engager à ce qu'Ottawa conteste toute mesure législative qui porterait atteinte au pouvoir fédéral d'interdire la détention privée de certaines armes à feu.

À ces résultats décevants du programme de rachat s'ajoute le refus du gouvernement à mettre fin à la vente du SKS

Cette arme est actuellement classée comme arme sans restriction, et sa vente et sa détention demeurent légales au Canada, même si sa létalité est sur le radar du gouvernement depuis des années. Le SKS figurait sur la liste des armes que le gouvernement Trudeau cherchait à interdire [par le biais du projet de loi C-21](#) en 2023 (sans y parvenir). Il y a plus d'un an, le 'Comité consultatif d'experts sur les armes à feu' [a signalé](#) au gouvernement que le SKS peut 'servir à causer des dommages considérables à la population et aux forces de l'ordre'. En effet, c'est le modèle [le plus souvent utilisé](#) dans les fusillades de masse et les meurtres de policiers au Canada. L'auteure de la tragédie à Tumbler Ridge avait accès à un SKS et [a exprimé](#) un attachement particulier pour cette arme (nous ne savons toujours pas si elle a été utilisée lors de la fusillade, car la GRC continue de refuser de divulguer cette information).

Afin de garantir que le programme atteigne ses objectifs en matière de sécurité publique, PolySeSouvient et d'autres associations militant pour le contrôle des armes à feu ont préconisé [des mesures de compromis](#), tel que l'arrêt immédiat des ventes de nouveaux fusils SKS, tout en exemptant les modèles actuellement utilisés par les chasseurs autochtones.

Si l'on ne met pas un terme aux nouvelles ventes de SKS, les propriétaires qui remettent leurs armes à feu prohibées pourraient utiliser l'argent du rachat pour acheter de nouvelles armes d'assaut SKS. Il s'agit là d'une politique publique irrationnelle et contre-productive qui mènera inévitablement à l'échec de l'interdiction des armes d'assaut. De plus, les fabricants d'armes d'assaut SKS bénéficieront vraisemblablement d'une forte augmentation de leurs ventes – gracieuseté des contribuables – ce qui renforcera davantage le lobby des armes. En d'autres mots : une gestion déplorable de fonds publics qui va à l'encontre des objectifs de sécurité publique du gouvernement.

Depuis plus de 35 ans, les Canadiens [se sont prononcés en faveur](#) d'une interdiction totale des armes d'assaut, soit depuis le massacre à l'École Polytechnique en 1989 jusqu'à la fusillade de Tumbler Ridge cette année. Alors que nous pleurons ces victimes, les survivants de fusillades de masse, aux côtés des associations de femmes, des médecins d'urgence et des associations étudiantes, se battent depuis des décennies pour faire interdire les armes conçues pour tuer des humains en grand nombre.

La plupart des Canadiens rejettent catégoriquement la culture des armes à feu à l'américaine, qui entraîne plus de fusillades de masse qu'il n'y a de jours dans une année. À ce jour, cependant, la mise en œuvre inefficace de ce programme de 742 millions de dollars va à l'encontre de la promesse électorale du Premier ministre Mark Carney de '[relancer rapidement](#)' et '[compléter](#)' le rachat des armes de type militaire, et expose les communautés à un risque accru de telles tragédies. Si les ventes de SKS ne cessent pas d'ici le déblocage des fonds destinés à compenser les propriétaires d'armes d'assaut, le Premier ministre risque d'échouer dans sa mission déclarée d'[assurer la sécurité de la population canadienne](#).